

Service Risques Naturels et Technologiques
Unité Départementale de la Haute-Corse
Route d'Agliani - Montesoro
20600 Bastia

Bastia, le 26/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CORSE EXPANSIF S.A.

Vinaccia
20218 Morosaglia

Références : SRNT/2023-119-1
Code AIOT : 0007300008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2023 dans l'établissement CORSE EXPANSIF S.A. implanté Vinaccia 20218 Morosaglia. L'inspection a été annoncée le 23/03/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORSE EXPANSIF S.A.
- Vinaccia 20218 Morosaglia
- Code AIOT : 0007300008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Corse Expansif exploite un dépôt d'explosifs principalement utilisés pour les activités de carrières et de BTP sur la commune de Ponte-Leccia.
Le site, autorisé depuis 1992, est classé "SEVESO seuil haut".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- accidentologie dans les SEVESO,
- contrôle de l'état des stocks.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Recensement des événements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
4	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet
5	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
6	Quantités autorisées	AP Complémentaire du 02/05/2022, article 1	/	Sans objet
7	Inventaire des stocks	Arrêté Ministériel du 13/12/2005, article 37	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site CORSE EXPANSIF dispose d'un système de gestion de la sécurité conforme à la réglementation applicable. Néanmoins, l'exploitant doit se doter de procédures pour remonter et analyser les événements survenant sur site, notamment les défaillances ou anomalies survenant sur les mesures de maîtrise des risques.

L'état des stocks est correctement tenu à jour par l'exploitant.

Enfin, l'inspection précise que certaines données sont confidentialisées dans le rapport publié sous Géorisques conformément à l'instruction gouvernementale du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant dispose d'un système de gestion de la sécurité (version 2022). Ce SGS s'applique à l'ensemble du site Corse Expansif. L'inspection demande à l'exploitant lors de la prochaine révision du SGS de faire référence à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs (et non l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 qui a été abrogé).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Recensement des évènements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des performances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
Constats : L'inspection demande à l'exploitant de définir une procédure pour la notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse. Cette procédure précisera notamment : <ul style="list-style-type: none">- comment un évènement sur le site est remonté (par exemple fiche incident/accident/presque accident ou autre dispositif),- à qui cet évènement est remonté,- qui analyse cet évènement (cotation de l'évènement, par exemple sur les critères de l'échelle européenne, recherches des causes de l'évènement, ...). Cette procédure sera intégrée au SGS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
Constats : <p>L'inspection demande à l'exploitant de définir une procédure pour enregistrer les anomalies et défaillances des MMR. Cette procédure pourra être conjointe avec celle évoquée au point de contrôle précédent et précisera notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- comment sont enregistrées les anomalies et défaillances des MMR et par qui,- comment sont définies les mesures à mettre en place pour maintenir le niveau de sûreté du site dans l'attente de la remise en marche de la MMR défaillante. <p>Cette procédure sera intégrée au SGS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Audits et revues de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : L'exploitant réalise des réunions trimestrielles qualité/sécurité. Ces réunions devront être mentionnées dans les procédures évoquées dans les points de contrôle précédents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Information de l'ICC des accidents/incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
Constats : L'exploitant n'a jamais recensé d'accidents ou d'incidents sur le site. L'information de l'inspection devra être mentionnée dans les procédures évoquées dans les points de contrôle précédents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Quantités autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Quantités autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Confidentiel
Constats : Confidentiel
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Inventaire des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2005, article 37
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un inventaire des stocks de produits explosifs doit être réalisé au moins tous les deux mois.
Constats : Confidentiel
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet